

# La Suisse après le Brexit

Interview de Christoph Blocher, président du comité «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE»

## Comment évaluez-vous rétrospectivement après quelques semaines la décision de la Grande-Bretagne de quitter l'UE?

Le peuple britannique a choisi l'autodétermination. Même pour la puissante Grande-Bretagne l'intégration dans l'UE est devenue si pesante qu'une séparation douloureuse lui a paru préférable. Il a fallu un grand courage pour résister à la campagne massive des autorités qui annonçaient la déchéance du pays en cas de sortie de l'UE. Les Suisses l'ont compris plus tôt. Le 6 décembre 1992 ils ont déjà dit non à un rattachement à l'UE. A cette époque aussi on avait prédit la ruine de la Suisse au cas où elle refusait l'adhésion à l'EEE/UE. Un pronostic totalement faux comme on peut s'en rendre compte presque 25 ans plus tard. La Suisse est aujourd'hui en meilleure position que les pays membres de l'UE. Si la Grande-Bretagne sait exploiter sa nouvelle marge de manœuvre, elle ira mieux qu'en restant membre de l'UE.

## Quelles conséquences le Brexit a-t-il pour la Suisse?

Il devrait enfin ouvrir les yeux à la majorité eurofanatique du monde politique et lui faire comprendre qu'une adhésion à l'UE n'est pas un objectif souhaitable. Un pays conscient de sa force n'a pas à avoir honte de sa souveraineté.

## Mais il n'est pas sérieusement question en Suisse d'une adhésion à l'UE...

Une adhésion, non, car les politiciens voient bien que 84% des citoyennes et citoyens ne veulent pas adhérer à l'UE. Alors ils empruntent des voies détournées. Le Conseil fédéral veut – malheureusement avec la bénédiction du Parlement – céder à l'exigence de l'UE en concluant un dit «accord-cadre institutionnel» qui rattacherait la Suisse à l'UE. Mais la conséquence serait la même: la Suisse devrait renoncer à son autodétermination.

## Expliquez-nous cela plus précisément.

Les mandats de négociation de la Suisse et de l'UE prévoient que la Suisse reprenne à l'avenir obligatoirement le développement du droit UE dans tous les domaines touchés par les accords bilatéraux réglant l'accès au marché, donc en réalité dans tous les domaines importants, mais sans que notre pays n'ait un mot à dire sur ce droit. Et ce n'est pas tout: en cas de divergences d'opinions, il appartiendrait à la Cour de justice UE de trancher définitivement. Avec un tel

accord la Suisse abandonnerait son droit à l'autodétermination et, de surcroît, accepterait des juges étrangers, si bien qu'elle finirait forcément dans l'UE – même sans votation populaire.

## Ne voyez-vous pas les choses trop en noir?

Nous assistons aujourd'hui déjà dans des secteurs partiels à ce qui se passerait à l'avenir dans tous les domaines politiques. L'accord de Schengen nous contraint actuellement de reprendre obligatoirement le développement du droit UE. Par exemple, si l'UE supprime le visa pour les Turcs, la Suisse devra suivre. Depuis un arrêt de novembre dernier, le Tribunal fédéral donne systématiquement la priorité aux traités internationaux par rapport au droit suisse. Par exemple, l'accord de libre circulation des personnes invalide automatiquement des réglementations légales divergentes de la Suisse. Bref, le Parlement et le peuple peuvent décider ce qu'ils veulent au niveau de la loi, mais l'accord de libre circulation des personnes s'appliquera toujours en priorité. Le droit international prime la Constitution fédérale. Il faut absolument empêcher cela.

## Quelles seraient les conséquences concrètes d'un tel accord-cadre?

La Suisse perdrait sa marge de manœuvre qui lui permet d'adopter des solutions meilleures que celles de l'UE. Nous serions livrés pieds et poings liés au développement du droit UE et nous subirions toutes les crises de l'UE. Nous ne pourrions, par exemple, plus agir de manière autonome en politique d'asile et en politique à l'égard des étrangers. L'immigration de masse se poursuivrait. La crise des réfugiés s'aggraverait. Nous serions contraints de reprendre les réglementations insensées, onéreuses et bureaucratiques de l'UE qui menacent la liberté d'entreprendre et, partant, l'emploi. Aujourd'hui, nous sommes libres d'appliquer de manière autonome les règles qui nous semblent sensées et de renoncer à toute surréglementation.

## La Suisse n'a-t-elle donc pas besoin d'accords avec l'UE?

Si, mais uniquement dans les domaines où c'est utile et où il y a des intérêts communs. L'accord-cadre serait la fin de la voie bilatérale parce qu'il donne tous les droits à une seule partie – donc à l'UE. Mais nous autres Suisses, nous refusons de nous soumettre au diktat de Bruxelles.



Christoph Blocher: La Suisse est aujourd'hui en meilleure position que les pays membres de l'UE



# DES JEUX VIDÉO BONS POUR LA SANTÉ

La chasse aux Pokémon a l'avantage de faire bouger les joueurs et c'est tout bénéfique pour lutter contre les maladies dues à la sédentarité.

**MODE** Selon une université britannique, «Pokémon Go» pourrait aider à lutter contre le diabète et l'obésité. S'ils saluent l'innovation, les spécialistes suisses sont moins catégoriques.

**P**our tous les attraper, il va falloir se bouger. Et c'est justement ce que les spécialistes du diabète de l'Université de Leicester en Grande-Bretagne apprécient concernant la nouvelle folie «Pokémon Go». «S'il peut faire sortir les gens de leur canapé et leur faire courir les rues, alors ce jeu pourrait être une solution face à la montée de l'obésité», assure le médecin britannique Tom Yates. A ses yeux, la mode qui déferle sur le monde et la Suisse cet été pourrait également permettre de lutter contre le diabète de type 2, une maladie largement associée à l'inactivité physique. «La marche est largement sous-estimée. C'est la meilleure et la moins chère forme d'exercice pour l'homme», ajoute-t-il.

Stephen Rodriguez, vice-président de Gaming Federation, confirme le tout nouvel engouement des joueurs pour l'activité physique. Un succès lié, selon lui, à la possibilité de progresser et d'obtenir des «récompenses» virtuelles.

«On voit des jeunes qui ne voulaient pas sortir demander à leurs parents d'aller faire des tours à vélo ou même des balades au bord du lac», sourit-il. Lui-même reconnaît que «Pokémon Go» l'incite à faire davantage de promenades avec ses amis. «On bouge, mais c'est aussi l'occasion de rencontrer des gens», précise-t-il.

## «Obligés de marcher»

De son côté, le Dr Yannis Comtesse, pédiatre à Versoix (GE), salue ce changement: «C'est bénéfique parce que les joueurs sont obligés de marcher pour se déplacer d'une place à l'autre.» Mais, pour le spécialiste, c'est loin d'être suffisant. «A un patient, je conseillerais plutôt de faire un sport. Et le véritable problème reste l'alimentation», explique-t-il.

Pauline Gindrat, responsable activité physique pour la fondation romande Sport Smile, est, elle aussi, mitigée. «C'est un pas dans la bonne direction, mais ce n'est pas «la» solution», assure-t-elle.

Elle cite l'exemple de la console Wii. «On pensait que cela allait faire bouger les gens dans leur salon, mais l'effet de mode est rapidement passé», regrette-t-elle. Elle souligne toutefois que l'application pourrait être le déclencheur

d'un changement de comportement plus profond. «Cela pourrait faire découvrir d'autres plaisirs et donner envie d'aller dehors même sans Pokémon à chasser.»

FABIEN FEISLI  
fabien.feisli@lematin.ch

## LES AUTRES APPLIS DE RÉALITÉ VIRTUELLE QUI FONT BOUGER



**«INGRESS»**  
Sorti en 2012 et développé par Google, «Ingress» est l'ancêtre de «Pokémon Go». Séparés en deux équipes, les joueurs s'affrontent dans le monde réel. Objectif: contrôler un maximum de portails.



**«OPTICALE»**  
Concurrent suisse de «Pokémon Go», «Opticale» invite les joueurs à explorer le monde Astral, un univers parallèle au nôtre et à y découvrir les créatures mythiques qui s'y trouvent.



**«SMART URBAN GOLF»**  
Lancé par Smart, ce jeu propose de remplacer son club de golf par son smartphone. Le joueur peut ensuite constater où sa balle est retombée dans le monde réel.



## Comité «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE»

www.ue-non.ch

## Pour la voie bilatérale – non au rattachement à l'UE

Renforcez et soutenez le comité «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE» (www.ue-non.ch) et participez au combat contre un rattachement fatal de la Suisse à l'UE:

- Je veux devenir membre.
- Je veux d'abord examiner les documents du comité.
- Veuillez m'envoyer un bulletin de versement.

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_  
 Rue / No: \_\_\_\_\_  
 NP / Lieu: \_\_\_\_\_

Comité «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE», case postale 54, 8416 Flaach  
 info@ue-non.ch, CCP: 85-126820-7, www.ue-non.ch